

## Actualités

## Orbán déroule le tapis rouge à «Bibi» et quitte la CPI

Visite malgré le mandat d'arrêt La Hongrie a entamé jeudi la procédure pour se retirer de la Cour pénale internationale.

La Hongrie a annoncé jeudi son retrait de la Cour pénale internationale (CPI), au premier jour d'une visite à Budapest du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, visé par un mandat d'arrêt de cette juridiction.

Budapest a dénoncé à plusieurs reprises une institution jugée «politiquement biaisée» et a décidé de franchir le pas dans le sillage de Donald Trump, qui a imposé en février dernier des sanctions à la Cour pour ce qu'il a qualifié d'«actions illégitimes et sans fondement visant l'Amérique et notre proche allié Israël». Le porte-parole de la CPI, Fadi El Abdallah, a de son côté déclaré que la Hongrie restait tenue de coopérer.

## «Position courageuse»

Benjamin Netanyahu a salué la décision de la Hongrie de «tenir tête à cette organisation corrompue». «Vous avez pris une position courageuse et de principe et je vous remercie, Viktor», a-t-il lancé lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue et allié Viktor Orbán.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, a lui félicité la Hongrie après cette décision. «Merci, @PM\_ViktorOrban et merci à la Hongrie pour sa position morale claire et forte aux côtés d'Israël et des principes de justice et de souveraineté!» a-t-il déclaré, critiquant la CPI pour son «empressement à porter atteinte au droit d'Israël à l'autodéfense».

Le retrait d'un État ne prend effet qu'un an après le dépôt officiel du dossier auprès du secré-

tariat général de l'ONU. Cette annonce intervient alors que Viktor Orbán reçoit son homologue israélien, malgré le mandat d'arrêt émis en novembre 2024 par la CPI contre ce dernier. Arrivé dans la nuit, Benjamin Netanyahu a été reçu ce jeudi matin avec les honneurs militaires. La Hongrie l'avait invité dès la nouvelle de la CPI connue, se disant «choqué par une décision honteuse».

## Deux précédents

La Hongrie a bien signé en 1999 le Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, ratifié deux ans plus tard, au cours du premier mandat de Viktor Orbán. Mais elle n'a pas validé la convention associée pour des raisons de constitutionnalité et affirme donc ne pas être obligée de se conformer aux décisions de la Cour internationale. À ce jour, seuls deux États ont claqué la porte: le Burundi et les Philippines.

Fondée en 2002, la CPI a pour mission de poursuivre les auteurs des crimes les plus graves commis dans le monde, lorsque les pays n'ont pas la volonté ou la capacité de le faire eux-mêmes. Vladimir Poutine est pour sa part visé depuis mars 2023 par un mandat pour le crime de guerre présumé de déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie. Sur les 60 mandats d'arrêt délivrés depuis 2002, seuls 21 avaient été exécutés, avant la récente arrestation de l'ancien président des Philippines, Rodrigo Duterte.

Cet article a d'abord été publié par notre partenaire «Le Figaro»



Victor Savanyu et Céline Froidevaux ont quitté La Chaux-de-Fonds (NE) pour Bienne avec leurs deux fils, notamment pour le bilinguisme. E. M. Garcia

## Pourquoi les Romands veulent tous aller vivre à Bienne

Une évolution historique Le nombre de francophones atteint un taux record à Bienne. Récit d'une transformation qui est aussi révélatrice des tensions sur l'arc lémanique.

## Benno Tuchschnid

«Grüessech, bonjour»: c'est avec ces deux mots que Victor Savanyu salue les gens qu'il croise. Il y a deux ans, ce photographe et employé de musée de 53 ans a quitté La Chaux-de-Fonds (NE) avec sa compagne et leurs deux fils pour s'installer à Bienne. Ils font partie de ces francophones toujours plus nombreux à s'installer au pied du Jura.

Officiellement, la ville est bilingue. Mais le rapport entre le dialecte alémanique et le français a longtemps été déséquilibré, avec des germanophones majoritaires. C'est en train de changer, selon les derniers chiffres communiqués par la Ville.

En 2024, plus de 44% de la population a déclaré le français comme langue officielle, du jamais-vu. En 2010, 39% de la population se déclarait francophone. La proportion croît de manière constante, année après année.

La maire socialiste de Bienne est le symbole de cette métamorphose. Glenda Gonzalez Bassi est la première femme francophone à accéder à la Mairie. Son adversaire lors de l'élection de l'automne dernier était une Vaudoise d'origine, dont le slogan était «ensemble pour demain», ou plutôt «zämme pour demain». Deux francophones candidates à la tête de la Ville, c'était une première. La nouvelle norme, qui sait?

«Il y a encore quelques années, on me disait que Bienne était une ville alémanique. Aujourd'hui, elle est considérée comme vraiment bilingue. Ce qu'elle est! Les choses ont bougé», insiste Glenda Gonzalez Bassi lorsque nous la rencontrons dans la grande salle de la mairie.

## Des adultes bien formés

Pourquoi une ville qui, des années durant, a été considérée comme l'épicentre de la crise horlogère, et qui était surtout connue pour son taux d'aide sociale record, attire-t-elle de plus

## Certains établissements branchés ne proposent plus de menus bilingues et préfèrent mélanger les langues dans une même phrase.

en plus de Romands? La réponse en dit long sur les problèmes de l'arc lémanique comme sur la résurrection des lieux.

Différents indicateurs révèlent que ce sont surtout des Suisses romands bien formés, avec des enfants, qui s'installent. Et ils viennent de plus en plus de loin. «Jusqu'à il y a trois ans, ils venaient des environs, du Jura ou de Neuchâtel. Mais depuis peu, nous observons de plus en plus d'arrivées en provenance du canton de Vaud», souligne la maire. Canton qui, faut-il le rappeler, connaît des loyers, des primes d'assurance maladie et des impôts particulièrement élevés...

Conséquence de cette pression économique: l'arrière-pays vaudois et certaines parties du canton de Fribourg font partie des communes à la croissance la plus rapide du pays. Selon une étude de Comparis, de plus en plus de Romands envisagent d'ailleurs de déménager en France. Pour d'autres, Bienne se révèle une alternative bienvenue. Glenda Gonzalez Bassi en est persuadée: «Pour les familles, le bilinguisme est la principale raison d'emménager ici.»

L'épouse de Victor Savanyu, Céline Froidevaux, a toujours eu un penchant pour le suisse allemand. Depuis plus de dix ans, elle enseigne l'art au gymnase de Bienne – où elle gagne davantage que dans le canton de Neuchâtel. «Allons nous installer à Bienne», a-t-elle longtemps dit à son époux. Mais pour lui, la

ressemblance avec La Chaux-de-Fonds, dont ils sont originaires, était trop forte: deux villes ouvrières, toutes deux situées dans l'arc jurassien et pauvres...

Il était important pour le couple que leurs fils apprennent l'allemand. Ils se sont d'abord établis à Berne, avant de finalement sauter le pas. Ils habitent un grand appartement à quelques minutes du lac de Bienne et de la gare. L'un des garçons fréquente l'école primaire de la Filière Bilingue, un projet pilote où l'enseignement se fait à moitié en allemand, à moitié en français. L'autre garçon va dans une école germanophone. Si la cohabitation est bonne, il reste des choses à améliorer. «Dans l'école de notre fils, les Romands et les Alémaniques font peu de pauses ensemble, et pas tous à la même heure. C'est étrange.»

## Schwyzerdütsch et français

La vie des Romands de Bienne n'est pas encore tout à fait égalitaire. Pour la maire, c'est surtout dans le domaine de la formation que le bât blesse. «Dans certains métiers, comme celui de boulanger-pâtissier, les apprentissages ne se font qu'en allemand, à Bienne comme dans le canton de Berne.» Cela va changer, promet-elle.

Ce qui est sûr, c'est que le bilinguisme fait désormais totalement partie de l'identité locale. D'ailleurs, certains établissements branchés ne proposent plus de menus bilingues et préfèrent mélanger les langues au sein d'une même phrase. Complètement *natiirlich*. Et *schade* si ça ne plaît pas à tout le monde.

Cela n'a pas toujours été le cas. La problématique de la langue a plané sur la question jurassienne qui a divisé les Jurassiens et le canton de Berne.

D'autres ont quitté Bienne pour mieux y revenir. C'est le cas de Bastien Muster, 37 ans. Lorsqu'il part étudier la physique à Lausanne à l'âge de 19 ans, il en est persuadé: il ne reviendra pas.

Il obtient son doctorat, fait carrière dans une start-up de cryptographie. Mais pendant la pandémie, l'idée d'avoir une activité qui ait plus de sens prend corps. À cette même période, sa femme, polonaise, lui confie que la ville lui rappelle Cracovie.

Le couple s'est donc installé à Bienne, où il a eu un enfant. Bastien Muster est désormais enseignant au gymnase. «Quand on réalise ce qui compte vraiment dans la vie, on va à Bienne», dit-il en riant. Il s'investit notamment au Terrain Gurzelen.

L'ancien stade du FC Bienne est temporairement devenu une maison communautaire, où des idéalistes entretiennent les deux seuls courts de tennis en gazon de Suisse. «Ce n'est qu'ici que vous pouvez voir un truc pareil. Dans d'autres grandes villes suisses, la pression économique rend de tels espaces de liberté impossibles.»

## Des échanges plus riches

Selon le Biennois, cette forme d'urbanisation pas comme les autres attire les Romands lassés par le rythme effréné de l'arc lémanique: «Ils ont juste mis un peu plus de temps à s'en rendre compte que les Alémaniques.»

La ville n'est pas seulement devenue sensiblement plus francophone que lorsqu'il était adolescent: les échanges avec les Alémaniques sont plus riches. On vit ensemble et non pas les uns à côté des autres, résume-t-il. Et puis, avec plus de 160 nationalités, il est fréquent d'entendre une troisième langue en plus du français et de l'allemand.

S'il apprécie la manière dont sa ville se développe, Bastien Muster ne craint qu'une chose. «Bienne devient de plus en plus attractive, et c'est une bonne chose. J'espère seulement que son esprit, fait de diversité, d'ouverture et de liberté, survivra aux changements.»

Traduit de l'allemand par Emmanuelle Stevan



Benjamin Netanyahu (à g.) reçu par Viktor Orbán jeudi au siège du gouvernement hongrois sur le Danube à Budapest. Keystone/EPA

## Nanni Moretti dans un état «stable» après un infarctus

**Cinéma** Le réalisateur italien Nanni Moretti, 71 ans, admis mercredi en soins intensifs après une crise cardiaque, se trouve dans un état «stable», a annoncé jeudi le chef de service de cardiologie de l'hôpital San Camillo de Rome où il est traité. «En dépit du tableau clinique favorable et de l'évolution positive, la prudence conduit à maintenir un pronostic réservé pour au moins 48 heures», a déclaré Pr Domenico Gabrielli, cité par les agences italiennes, se disant «confiant dans le fait que le patient puisse se rétablir complètement dans les prochains jours». (AFP)

## Le chiffre

17'000

En tonnes, il s'agit de la quantité d'ordures qui s'accumulent dans les rues de Birmingham deuxième ville la plus peuplée du Royaume-Uni, où les éboueurs sont en grève, en raison de craintes de pertes de revenus dues à des restrictions budgétaires municipales. La situation est devenue critique pour beaucoup d'habitants. Le mouvement social, observé par intermittence depuis janvier, s'est mué en grève totale le 11 mars. Et les effluves se font sentir jusqu'au parlement à Londres, où le premier ministre Keir Starmer a été interpellé sur le sujet par l'opposition conservatrice. (AFP)